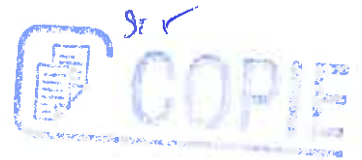




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE



Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2012-DLP/BUPE- 293 du 9 mai 2012

**mettant en demeure la société WESTFALEN de respecter dans un délai de trois
mois les dispositions de l'article 90
de l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-30 du 27 janvier 2011
pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Rosselange**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-DLP/BUPE-30 du 27 janvier 2011 autorisant la société WESTFALEN à augmenter ses capacités de stockage d'hydrogène et d'acétylène sur le territoire de la commune de ROSSELANGE ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 2 mai 2012 ;

Considérant que l'article 90 de l'arrêté préfectoral susvisé prescrit la réalisation d'une mesure de la situation acoustique dans les trois mois à compter de sa notification ;

Considérant que ce contrôle n'a pas été réalisé par la société WESTFALEN alors que le délai fixé par l'arrêté préfectoral susvisé est échu ;

Considérant de ce fait que cette situation est de nature à porter atteintes aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société WESTFALEN est mise en demeure de se conformer aux prescriptions de l'article 90 de l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-30 du 27 janvier 2011 dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Rosselange.

Article 2 : Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article R.514-4 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continu à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Thionville, les inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Rosselange où est implantée la société.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Olivier du CRAY